

ÉTUDE

1. LA RENTABILITE DES GRANDES BANQUES INTERNATIONALES EN 1999

Cette étude est réalisée à partir de l'analyse des résultats sur base consolidée des cinq principaux groupes bancaires dans chacun des huit pays suivants : Allemagne, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Suisse. Le critère de sélection retenu est le niveau des fonds propres de base, au sens de l'accord de Bâle de 1988. Les données comptables sont regroupées en agrégats homogènes, puis exploitées sous la forme de soldes intermédiaires de gestion et de ratios de rentabilité. La méthodologie est présentée en annexe 1, tandis qu'un tableau de synthèse des résultats figure en annexe 2.

En 1999, les grandes banques internationales ont bénéficié d'un environnement économique porteur. Après deux exercices 1997 et 1998 marqués par des difficultés dans plusieurs pays émergents, l'amélioration de la situation économique dans ces pays et la poursuite de la croissance dans les pays développés ont permis aux principaux groupes bancaires de dégager des résultats en progression sensible.

Néanmoins, même si l'exercice 1999 fait apparaître une certaine convergence dans l'évolution des soldes intermédiaires de gestion, des différences demeurent d'un pays à l'autre quant aux facteurs explicatifs des évolutions observées. Ces disparités ne sont pas sans lien avec la structure des systèmes bancaires et le contexte macro-économique de chacun des pays. À cet égard, le Japon est apparu cette année encore comme un cas atypique.

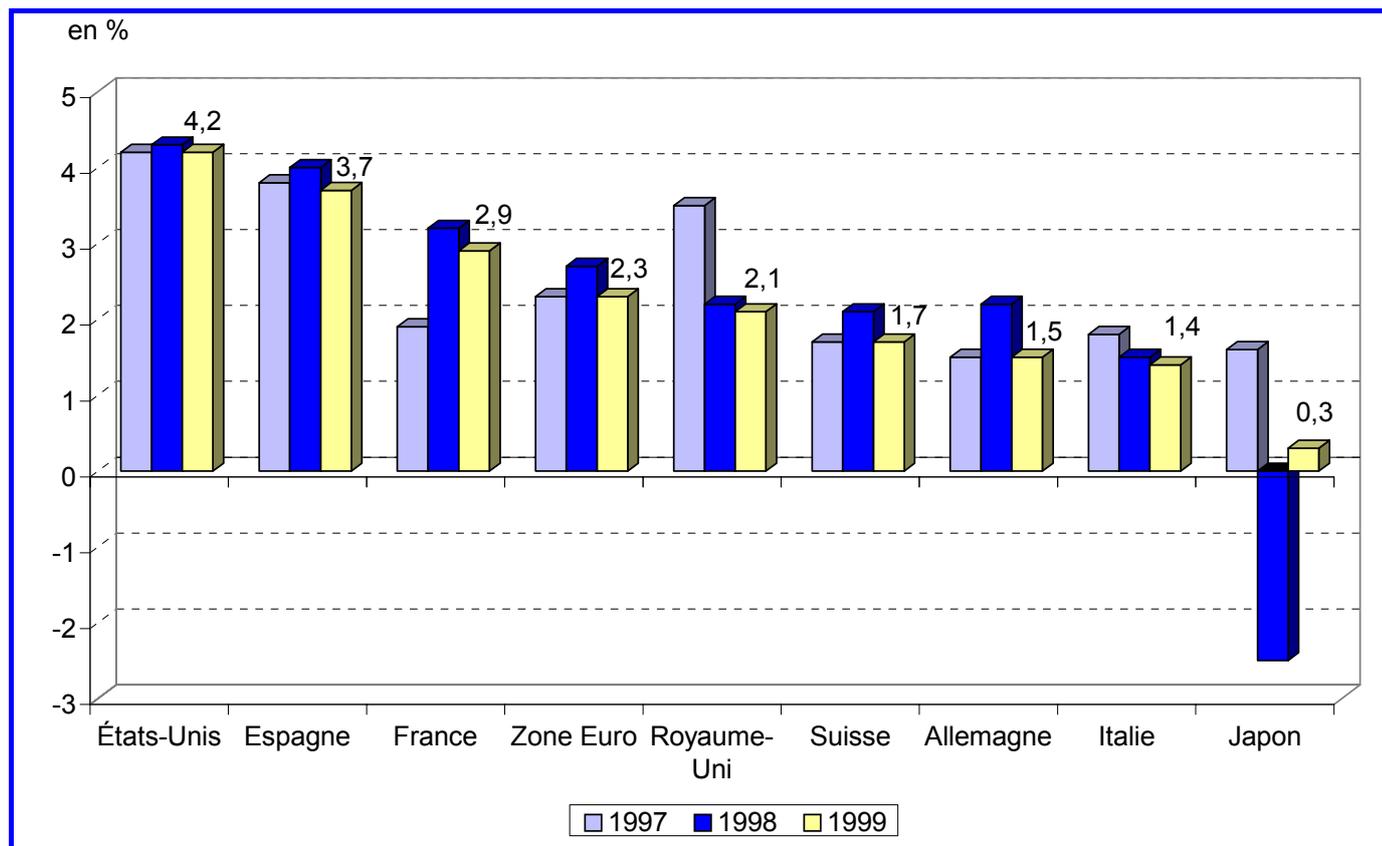
1.1. EN DEPIT D'UN MOUVEMENT DE CONVERGENCE, LE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE ET LA STRUCTURE DE CHACUN DES SYSTEMES BANCAIRES CONTINUENT A PRESENTER DES SPECIFICITES

1.1.1. L'environnement économique et financier porteur a été un facteur essentiel du développement de l'activité des grandes banques internationales en 1999

1.1.1. Après un début d'exercice difficile, la croissance économique s'est accélérée jusqu'à la fin de l'année

Grâce à la poursuite d'une forte expansion de la demande intérieure aux États-Unis et à une reprise progressive dans la zone euro, la conjoncture économique s'est en effet sensiblement améliorée dans les pays industrialisés. Cette progression a été surtout ressentie au cours du second semestre, le premier restant affecté par les conséquences de la crise en 1998 dans les pays émergents, de sorte que la croissance moyenne annuelle s'est inscrite en repli par rapport à l'exercice antérieur. Le Japon se démarque toutefois puisqu'un recul a été enregistré au second semestre, après une accélération inattendue au premier.

Évolution de la croissance du PIB



Source : OCDE

On distingue globalement trois grands groupes de pays :

- ceux dans lesquels la croissance est restée forte en 1999, soutenue par le dynamisme de la demande intérieure (États-Unis, Espagne, France) ;
- ceux dont la croissance a été plus modeste du fait de difficultés à l'exportation (Royaume-Uni) ;
- ceux enfin dans lesquels le PIB, après un début d'exercice atone, a progressé en fin d'année, tiré par l'accélération de la demande intérieure (Italie et Allemagne) et par l'accroissement des exportations (Allemagne et Suisse).

Le cas du Japon est particulier, ce pays connaissant encore une faible activité en 1999 et une évolution atone de toutes les composantes de sa croissance.

Comme en 1998, les **États-Unis** ont affiché une forte croissance (+ 4,2 %). Le rythme s'est même accéléré à la fin de l'année. Les dépenses des ménages ont en effet augmenté de plus de 5,3 %, stimulées par la forte progression de l'emploi et des salaires et par la hausse des marchés boursiers. L'investissement dans le secteur privé est pour sa part demeuré dynamique (+ 8,3 %). Néanmoins, un certain nombre d'analystes ont relevé le caractère déséquilibré d'une croissance reposant sur un endettement grandissant des agents privés et sur l'effet de richesse procuré par la hausse de la bourse.

De même, l'**Espagne** et la **France** ont bénéficié du fort dynamisme de la demande intérieure. L'amélioration de l'emploi et le retour de la confiance ont contribué au niveau élevé de l'investissement des entreprises et à la hausse de la consommation des ménages. Par ailleurs, la progression soutenue des exportations a permis de dégager un taux de croissance du PIB de respectivement 3,7 % et 2,9 %.

En revanche, en **Allemagne** et en **Italie**, la croissance a été moindre (respectivement 1,5 % et 1,4 %), lente au début de l'année tout en s'affermissant ensuite. En **Allemagne**, les exportations ont nettement progressé durant le second semestre, de même que la consommation des ménages. En **Italie**, la consommation s'est sensiblement renforcée en fin d'année, tandis que les investissements des entreprises ont connu une progression solide. De même, après une longue période d'atonie, la demande intérieure a manifesté une reprise vigoureuse au second semestre, permettant à la croissance de s'accélérer et de terminer l'année sur une hausse annuelle de 1,7 %.

Au **Royaume-Uni**, l'appréciation de la livre a lourdement pénalisé les exportations. Le taux annuel de croissance est finalement demeuré stable autour de 2,1 %, grâce au dynamisme de la demande intérieure.

Enfin, le **Japon** a continué de subir les effets de la crise. Les diverses mesures budgétaires expansionnistes ont pesé favorablement sur la croissance en début d'année, aidées par le regain inattendu des dépenses des ménages. Mais la reprise de l'activité est très vite retombée au second semestre avec le recul de la demande intérieure. De fait, la croissance du PIB a été quasiment nulle en 1999 (+ 0,3 %).

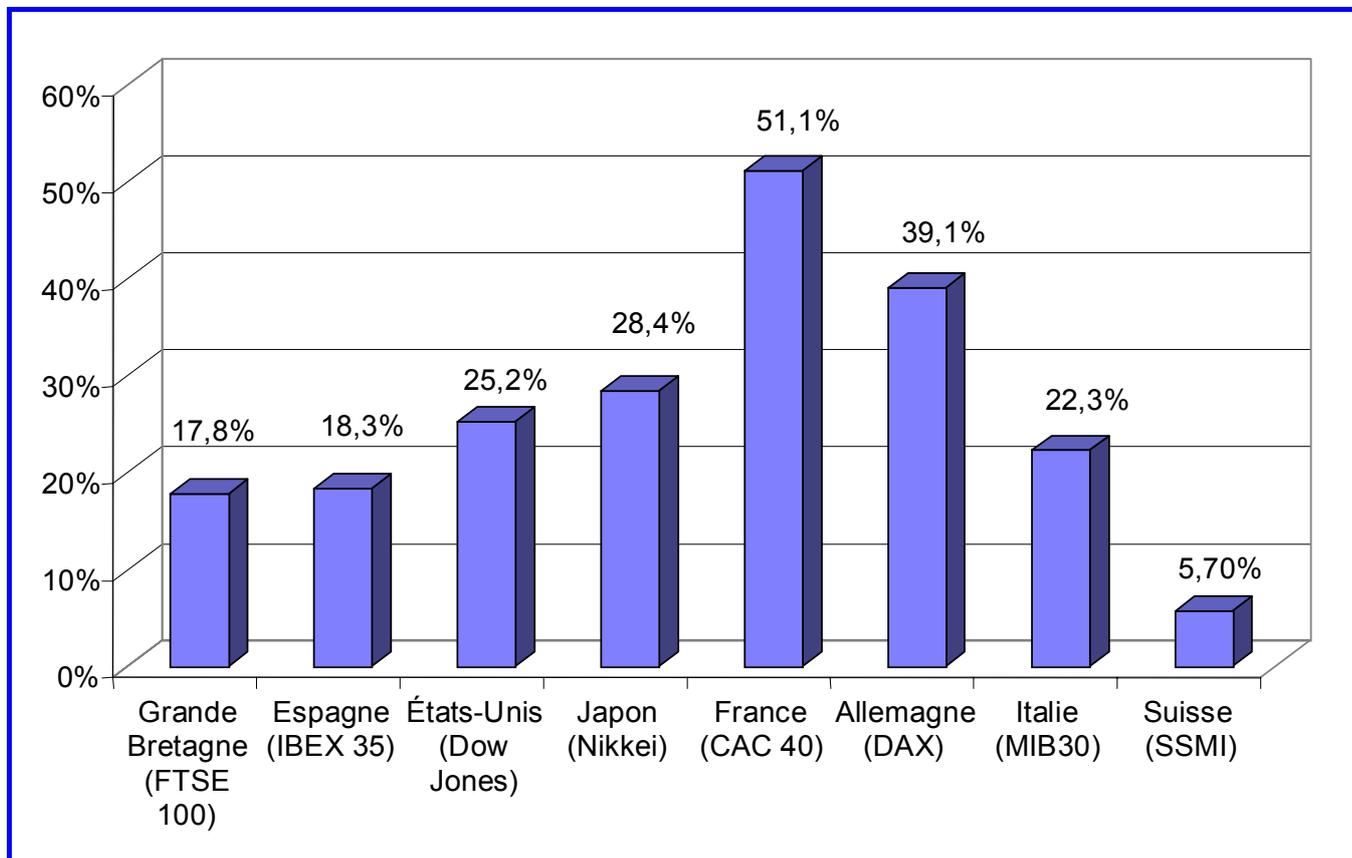
Variation annuelle (en %)	Produit intérieur brut en volume	Formation brute de capital fixe	Consommation privée en volume
Allemagne	1,5	2,3	2,1
Espagne	3,7	8,3	4,4
États-Unis	4,2	8,2	5,3
France	2,9	7,1	2,3
Italie	1,4	4,4	1,7
Japon	0,3	-1,0	1,2
Royaume-Uni	2,1	5,2	3,9
Suisse	1,7	3,7	2,2

Source : OCDE

1.1.1.2. L'environnement financier a été marqué par la croissance des marchés boursiers et par la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar

L'exercice 1999 a été marqué par la hausse des marchés financiers. En effet, les indices boursiers des grandes places internationales ont connu une forte progression. Cette hausse cache toutefois des disparités importantes entre les valeurs issues de « l'ancienne économie » et celles issues de « la nouvelle économie ». La progression d'ensemble, en 1999, est due en grande partie à la hausse du secteur des technologies numériques et des télécommunications.

Variation des indices boursiers au cours de l'année 1999



Source : Reuters

S'agissant des taux d'intérêt, ceux-ci sont restés, en moyenne annuelle, moins élevés en 1999 qu'en 1998. On peut signaler qu'ils ont légèrement augmenté sur les échéances de long terme aux **États-Unis**, en **Suisse** et au **Japon**.

Toutefois, au cours de l'exercice, on constate une hausse des taux d'intérêt. Dans la zone euro, les taux de court terme ont amorcé, à compter de juin 1999, une remontée significative dans un contexte marqué par le raffermissement de la croissance en Europe et l'orientation restrictive de la politique monétaire. De même, après avoir atteint un niveau exceptionnellement bas à la fin de 1998, les taux longs ont suivi durant toute l'année une tendance à la hausse.

Aux **États-Unis**, les craintes de surchauffe économique se sont traduites aussi par une politique monétaire de plus en plus restrictive à partir de juin 1999. Il en a été de même au **Royaume-Uni** à partir de septembre 1999.

	Court terme		Long terme	
	1998	1999	1998	1999
Allemagne				
Espagne				
États-Unis				
France				
Italie				
Japon				
Royaume-Uni				
Suisse				

Source : OCDE (les taux retenus correspondent à la moyenne annuelle des taux de référence pour le court terme et le long terme dans chacun des pays concernés. Exemples : taux des bons du Trésor à trois mois pour les taux à court terme américains et japonais, taux des obligations d'État à 10 ans pour les taux à long terme américains et japonais...).

Enfin, **les marchés des changes ont été marqués par la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar et des autres devises**. Entre décembre 1998 et décembre 1999, le dollar s'est en effet apprécié de plus de 15 % par rapport à la monnaie européenne, le yen d'environ 32 % et la livre sterling de 12 %.

1.1.2. Des structures bancaires encore diversifiées d'un pays à l'autre

1.1.2.1. Engagées pour la plupart dans l'internationalisation de leurs activités, ...

Les systèmes bancaires des huit pays sous revue disposent d'établissements de crédit de plus en plus internationalisés. Ainsi, la mondialisation de l'économie et l'émergence de marchés bancaires de plus en plus vastes (à l'instar du marché de la zone euro) ont justifié la poursuite de l'internationalisation des activités.

Les grandes **banques suisses** sont bien implantées en Europe, en Amérique du Nord et au Japon. Cette forte internationalisation se reflète dans les bilans, au sein desquels les activités internationales ont un poids croissant. À l'international, elles privilégient les activités de banque de « gros » (services aux grandes entreprises, institutionnels, États, intermédiaires financiers) et de banque d'affaires, à l'instar des acquisitions récentes réalisées aux États-Unis par UBS (rachat de Paine Webber) et par Crédit Suisse (rachat de DLJ).

Les **banques françaises** sont, de même, assez bien internationalisées et ont un poids significatif dans le paysage européen. L'Europe constitue leur principale zone d'implantation. Présentes en Afrique pour des raisons historiques, les **banques françaises** sont en outre implantées aux États-Unis, tandis que l'Asie a fait l'objet d'un intérêt croissant de leur part ces dernières années. Elles privilégient, dans leurs activités internationales, les segments des grandes entreprises locales, des institutionnels et de la clientèle privée haut de gamme.

Les **banques espagnoles** sont également internationalisées depuis longtemps, en raison notamment de la forte présence à l'étranger de populations d'origine ou de langue espagnole. Celle-ci concerne ainsi prioritairement l'Amérique latine où l'implantation des **banques espagnoles** s'est sensiblement développée ces dernières années. Au printemps 2000, BSCH a ainsi pris le contrôle du troisième groupe financier mexicain Serfin, tandis que BBVA s'est portée acquéreur de la deuxième banque mexicaine Bancomer. À l'international, leur activité se concentre sur la banque de détail et de marché ainsi que sur le financement du commerce extérieur hispano-américain ou hispano-européen.

S'agissant des **banques allemandes**, celles-ci sont bien implantées en Europe occidentale et orientale et renforcent régulièrement leurs positions en Amérique du Nord (rachat de Bankers Trust par Deutsche Bank ou, plus récemment, de Wasserstein Perella par Dresdner Bank) ainsi que dans les pays de l'Est (avec le rachat de Bank Austria, Hypovereinsbank compte développer sa présence dans ces pays). L'internationalisation des **banques allemandes** demeure néanmoins sectorielle, par clientèle ou par marché.

Les **banques américaines** sont déjà largement implantées à travers le monde et se sont surtout consacrées, ces derniers mois, à l'intégration des nouveaux groupes issus des opérations de rapprochement initiées en 1998.

L'internationalisation des **banques britanniques** est très ancienne et très importante. Ces dernières années, les **banques britanniques** s'étaient recentrées sur leur marché national, mais leur développement international reste une réalité. Leurs implantations concernent en priorité les grands pays industrialisés d'Europe (la prise de contrôle du CCF par le groupe HSBC en est une illustration), d'Amérique du Nord — qui constituent un axe stratégique de développement — ainsi que d'Extrême-Orient.

Les **banques italiennes** n'avaient manifesté, jusqu'à présent, que peu d'ambitions et ne disposaient pas d'un réseau international significatif. Néanmoins, la restructuration rapide du paysage bancaire italien est en train de modifier la donne avec notamment une présence accrue en Europe de l'Est.

Enfin, au cours de la période récente, les **banques japonaises** ont privilégié leur restructuration et se sont focalisées sur leur marché national, vendant massivement des filiales et des actifs internationaux.

1.1.2.2. ... les grandes banques internationales ont poursuivi le mouvement de consolidation...

Commune aux huit systèmes bancaires, la tendance à la concentration s'est accélérée ces derniers mois, contribuant pour certains d'entre eux à des changements profonds dans leur structure. Ce mouvement présente néanmoins des profils nationaux différents.

Certains pays, comme la **Suisse** ou l'**Espagne**, disposent de systèmes bancaires fortement concentrés, dominés par quelques groupes. En 1999, cette concentration s'est même accentuée, avec par exemple en Espagne, la naissance du premier groupe de la péninsule, BSCH, suivie quelques mois plus tard par la création du groupe BBVA issu du mariage entre Banco Bilbao Vizcaya et Argentaria.

En **France**, en **Italie** et au **Royaume-Uni**, le secteur bancaire dispose de capacités élevées, mesurées tant par le nombre d'institutions de crédit, d'implantations et d'emplois bancaires que par le volume de capital du système bancaire. Au **Royaume-Uni**, les restructurations datent déjà de plusieurs années. Pour autant, le mouvement de restructuration semble redémarrer ces derniers mois avec l'acquisition de Natwest par Royal Bank of Scotland et de Woolwich par Barclays. S'agissant de la **France** et de l'**Italie**, le mouvement de concentration est en cours. En 1999, il convient de signaler en **Italie** le rapprochement de Banca Intesa et de Comit, en **France** de BNP et de Paribas. Au printemps 2000, San Paolo Imi a finalisé la prise de contrôle de Banca di Napoli.

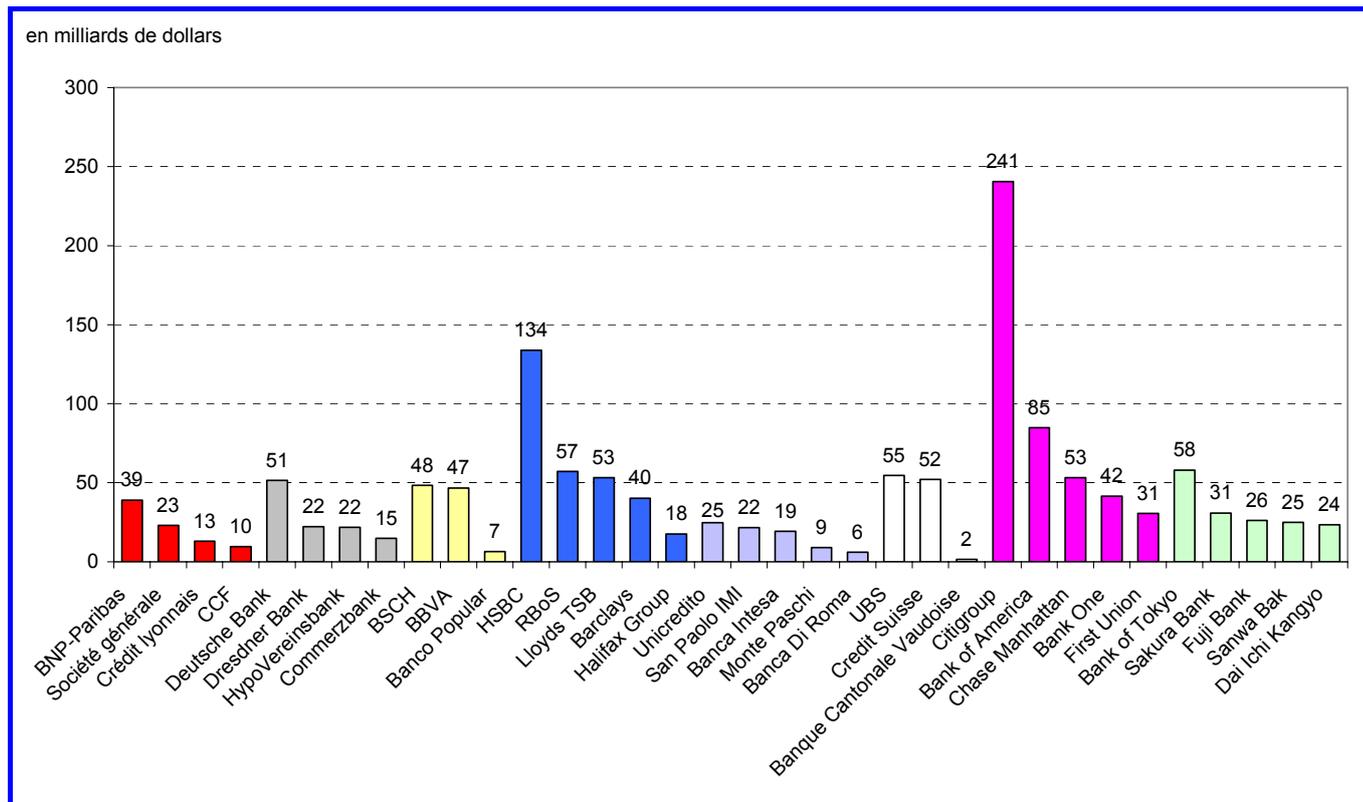
En **Allemagne**, malgré des opérations de croissance externe (Deutsche Bank a racheté Bankers Trust en 1998, Hypo Bank s'est rapproché de Vereinsbank), le paysage bancaire reste faiblement concentré. Il est dominé par les réseaux mutualistes et les caisses d'épargne, les grandes banques commerciales ne détenant qu'une part de marché limitée sur leur marché domestique. Des opérations ont été annoncées ces derniers mois, telle l'acquisition par HypoVereinsbank de la banque autrichienne Bank Austria, mais d'autres ont échoué (rapprochement Deutsche Bank/Dresdner Bank, puis Dresdner Bank/Commerzbank).

Aux **États-Unis**, les banques ont connu également une phase d'accélération et d'amplification du processus de concentration avec la multiplication depuis quelques années des « mégafusions », pour des montants souvent considérables : en 1998, Citicorp a fusionné avec Travelers, Bank America avec Nations Bank et Banc One avec First Chicago. Si en 1999 une accalmie semble s'être opérée, le mouvement semble reprendre en 2000 avec l'annonce du rachat de JP Morgan par Chase Manhattan. Ces « mégafusions » s'accompagnent d'un mouvement de concentration qui touche également les banques régionales de plus petite taille. En dépit de ces évolutions, le système bancaire américain reste plus cloisonné et moins concentré que ses homologues européens. Mais l'assouplissement de la réglementation et la disparition du Glass Steagall Act pourraient se traduire par une nouvelle accentuation du mouvement de concentration.

Au **Japon** enfin, la restructuration en cours devrait dans les prochains mois aboutir à une transformation profonde du paysage bancaire. Le 1^{er} octobre 2000, Dai Ichi Kangyo Bank, Fuji Bank et Industrial Bank of Japan ont fusionné et donné naissance au nouvel ensemble Mizuho Financial Group. Au printemps 2001, Sanwa Bank devrait rejoindre Tokai Bank et Sumitomo Bank et Sakura Bank devraient se rapprocher, de même que Bank of Tokyo Mitsubishi et Mitsubishi Trust.

S'agissant de la **capitalisation boursière**, certaines des têtes de groupes retenues dans cette étude ne sont pas cotées (c'est le cas par exemple du Crédit agricole). Parmi celles qui sont valorisées sur les marchés boursiers, il apparaît que les **banques anglo-saxonnes** occupent une position largement dominante.

Capitalisation boursière au 6 octobre 2000



Source : Reuters

1.1.2.3. ... et renforcé leur structure financière

Dans chacun des pays, les cinq principales banques participent pleinement au mouvement général de renforcement des fonds propres constaté par la Banque des règlements internationaux lors de son enquête annuelle sur l'adéquation des fonds propres dans les pays du G10. Cette étude, réalisée sur un échantillon plus large que celui retenu ici, montre que les banques internationales ont sensiblement accru leurs fonds propres, et tout particulièrement leurs fonds propres de base, depuis la mise en œuvre effective du ratio international de solvabilité (dit « ratio Cooke ») au 31 décembre 1992¹.

En 1999, les principales banques de chaque pays ont dans l'ensemble accru leurs fonds propres de base — que recouvre assez bien la notion comptable de capitaux propres. La progression d'ensemble de 20,6 % comprend des effets de taux de change (notamment aux **États-Unis** et au **Japon**). Mais même en faisant abstraction de ces variations, les capitaux propres des banques de notre échantillon se sont accrus, contribuant au renforcement de leur structure financière.

1 Selon l'accord de Bâle de juillet 1988 (accord sur la convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres), les fonds propres d'une banque internationale doivent représenter au moins 8 % du montant des actifs pondérés selon leur niveau de risque. Le « noyau dur » des fonds propres (« Tier 1 »), composé principalement du capital social et des réserves, doit représenter au moins 4 % du montant des actifs pondérés. Les fonds propres complémentaires (« Tier 2 ») comprennent principalement des dettes subordonnées à durée indéterminée (« Upper Tier 2 ») et des dettes subordonnées de durée initiale supérieure à 5 ans (« Lower Tier 2 »).

Capitaux propres cumulés des cinq principaux groupes bancaires

	1998 (1)	1999 (1)	Taux de croissance (2)
Allemagne	60,4	74,7	+ 23,7 %
Espagne	36,1	41,6	+ 15,5 %
États-Unis	128,8	153,3	+ 2,9 %
France	65,5	73,3	+ 12,0 %
Italie	39,9	40,5	+ 1,5 %
Japon	86,3	118,0	+ 3,8 %
Royaume-Uni	71,0	91,0	+ 14,0 %
Suisse	40,5	45,2	+ 11,2 %
Total	528,5	637,6	+ 20,6 %

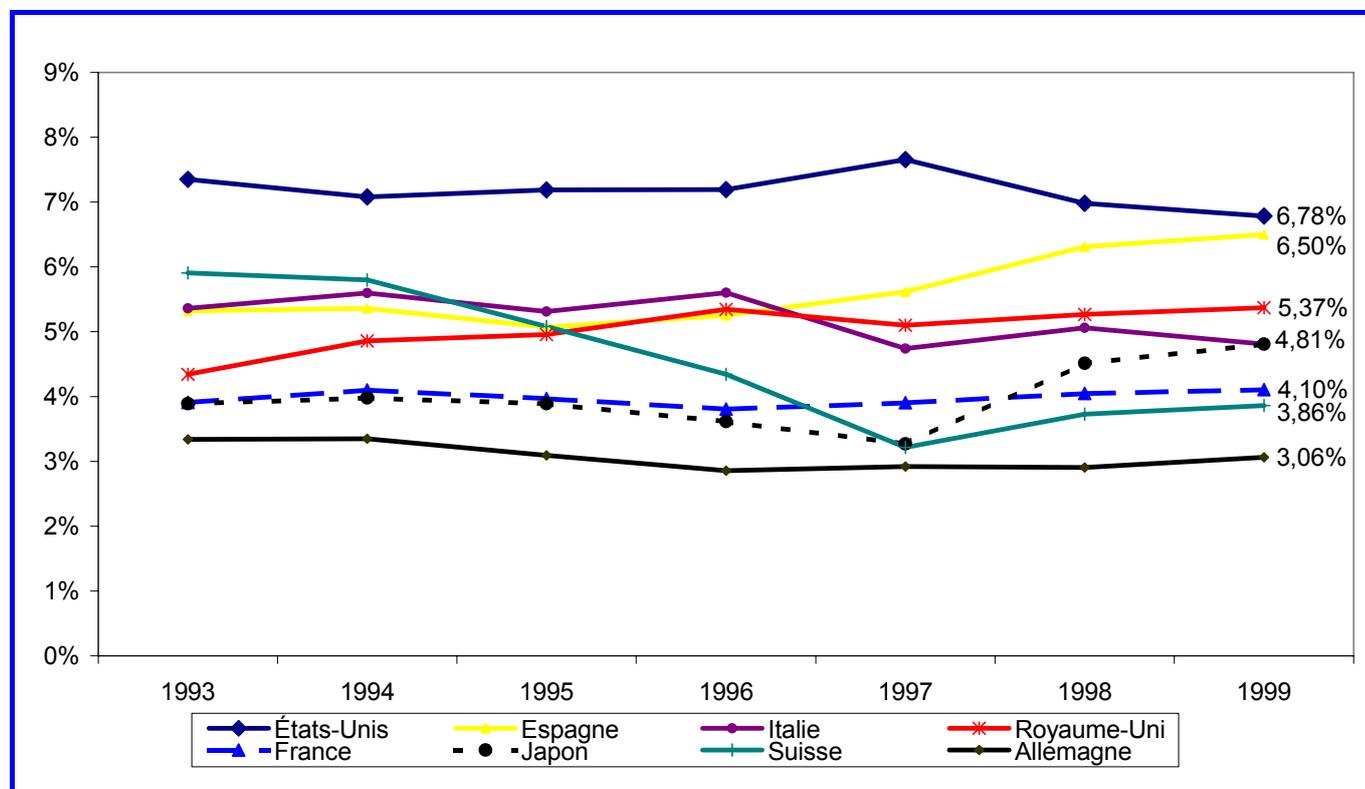
(1) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours du 31 décembre en milliards d'euros.

(2) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

De fait, le ratio capitaux propres/total d'actif ou taux de capitalisation s'est affiché globalement en progression dans la majorité des pays, à l'exception des **États-Unis** et de l'**Italie**. La progression la plus forte est celle des **banques japonaises** avec un ratio qui est passé de 4,52 % en 1998 à 4,81 % en 1999 en liaison avec le plan de recapitalisation du système bancaire japonais. Ce ratio a légèrement diminué, en revanche, pour les grandes **banques italiennes** (- 0,25 point) et **américaines** (- 0,2 point), mais demeure à un niveau relativement élevé (respectivement 4,81 % et 6,78 %). S'agissant des **banques allemandes**, il est assez faible (3,06 %) du fait d'un montant important de réserves enregistrées hors des capitaux propres qui minorent la signification du ratio calculé.

Capitaux propres sur le total de l'actif



Source : Bankscope

1.2. DANS CE CONTEXTE, LA RENTABILITE DES GRANDES BANQUES INTERNATIONALES S'EST SENSIBLEMENT AMELIOREE EN 1999

1.2.1. Le produit net bancaire a augmenté dans l'ensemble, soutenu par la croissance des commissions...

Le produit net bancaire représente la marge brute dégagée par les banques sur l'ensemble de leurs activités bancaires (activité classique d'intermédiation, mais également activités de marché, offre de services facturés, prestations d'ingénierie financière et de conseil...) et fournit un bon indicateur de l'évolution des opérations constituant le cœur de l'activité des établissements de crédit 2.

En 1999, le produit net bancaire de l'ensemble des pays sous revue s'est inscrit en hausse, à l'exception de celui des **banques italiennes** qui a enregistré une baisse de 3,7 %, en raison de contre-performances sur les activités de trading et de la poursuite du repli du produit net d'intermédiation. La hausse la plus forte, en monnaie locale, a été enregistrée par les **banques japonaises** (+ 33,9 %) ainsi que par les **banques suisses** (+ 26,2 %) et **allemandes** (+ 22,6 %). Pour ces dernières, les effets de périmètre expliquent en partie la progression.

Produit net bancaire cumulé des cinq principaux groupes bancaires

	1998 (1)	1999 (1)	Taux de croissance (2)
Allemagne	37,2	45,6	+ 22,6 %
Espagne	23,4	25,2	+ 7,4 %
États-Unis	114,6	134,1	+ 12,2 %
France	40,9	47,1	+ 15,3 %
Italie	24,4	23,5	- 3,7 %
Japon	36,6	59,1	+ 33,9 %
Royaume-Uni	55,2	60,5	+ 7,7 %
Suisse	28,5	36,2	+ 26,2 %
Total	360,8	431,3	+ 19,6 %

(1) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale converties au cours moyen de l'année, exprimées en milliards d'euros.

(2) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

2.1.1. Les produits nets d'intérêt ont été, en général, moins dynamiques que les autres produits d'exploitation...

À l'exception des **banques espagnoles et britanniques**, les hausses de produits nets bancaires sont généralement attribuables au dynamisme des produits nets hors intermédiation. Ces derniers, qui comprennent, notamment, les commissions, ont dans l'ensemble vivement augmenté dans les pays sous revue. La hausse des marchés boursiers a généré des recettes importantes dans les métiers de banque d'investissement et de gestion d'actifs. Elle a également permis aux établissements de dégager des plus-values substantielles sur leur portefeuille (c'est le cas par exemple des **banques japonaises**). Cela étant, les produits nets hors intérêt ont été affectés par la volatilité accrue des marchés, ce qui s'est traduit dans certains cas par des résultats en baisse. Les grandes **banques italiennes** ont par exemple connu un fort repli de leurs recettes de « trading » (- 72,9 %), à l'origine du recul de leur produit net bancaire.

2 Dans l'esprit de la méthodologie de la Commission bancaire (voir Bulletin de la Commission bancaire n° 10 d'avril 1994), le produit net bancaire employé ici est entendu au sens large. Il correspond à l'activité d'exploitation spécifiquement bancaire et, le cas échéant, à des activités d'exploitation courante non bancaire telles que la gestion d'un portefeuille de participation ou d'un patrimoine immobilier. Il se rapproche en cela de la notion de produit global d'exploitation utilisée dans les publications du SGCB, sans en intégrer tous les éléments, tels que les dotations nettes aux provisions sur titres.

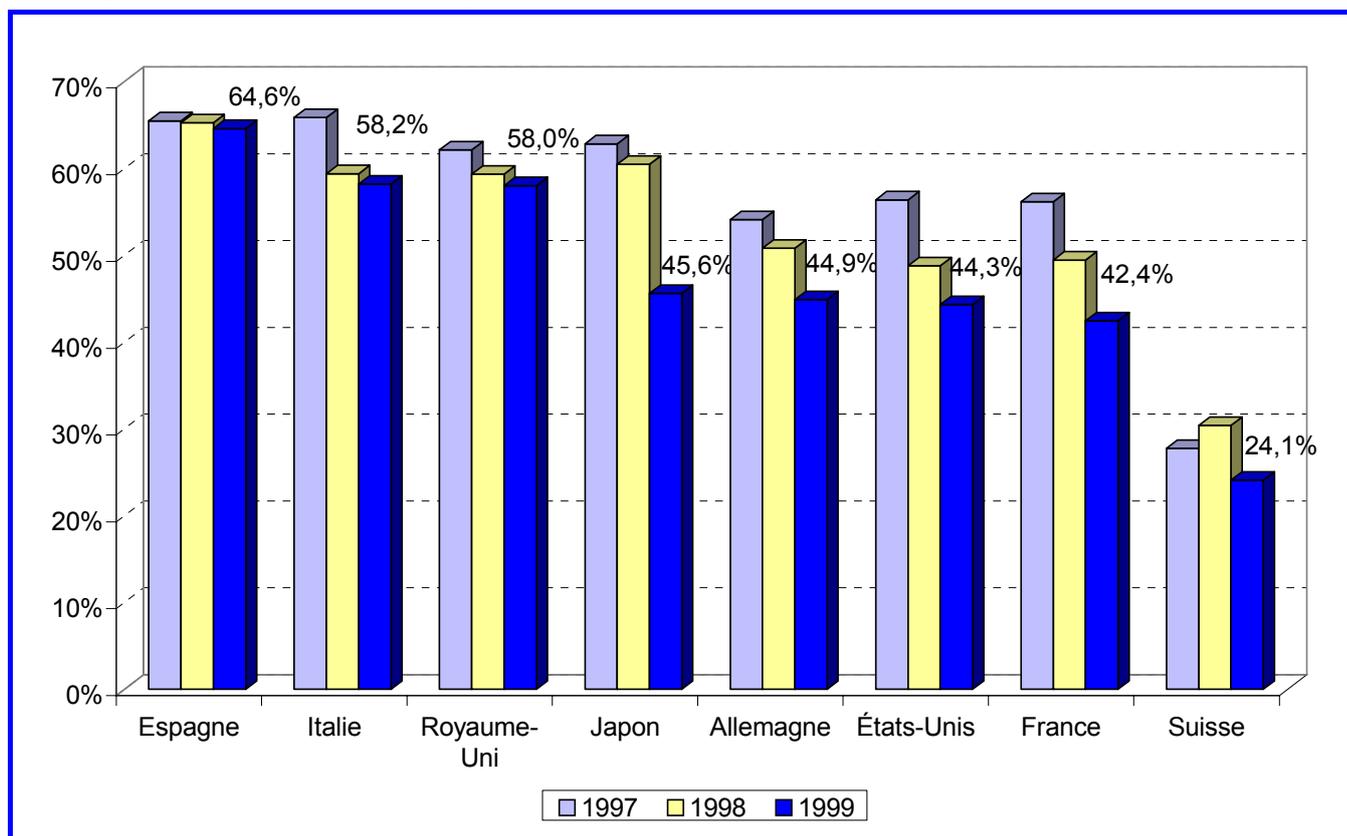
Évolution des composantes du produit net bancaire Progression par rapport à 1998

	Produit net d'intermédiation	Autres produits nets
Allemagne	+ 8,3 %	+ 37,4 %
Espagne	+ 6,3 %	+ 9,5 %
États-Unis	+ 1,9 %	+ 22,0 %
France	- 1,0 %	+ 31,3 %
Italie	- 5,6 %	- 0,8 %
Japon	+ 1,0 %	+ 84,3 %
Royaume-Uni	+ 5,3 %	+ 11,3 %
Suisse	+ 0,0 %	+ 37,6 %

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

D'une manière générale, la part des produits nets d'intermédiation diminue tendanciellement depuis plusieurs années. Il devient donc moins aisé de segmenter nettement les pays selon qu'ils tirent une part plus ou moins importante de leur revenu des activités d'intermédiation. Des différences subsistent néanmoins dans la structure du produit net bancaire.

Part des produits nets d'intérêt dans le produit net bancaire



Source : Bankscope

Les **banques britanniques, espagnoles et italiennes** continuent de tirer de l'intermédiation une forte proportion (environ 60 %) de leur produit net bancaire. Néanmoins, la part des recettes nettes d'intérêt a diminué dans chacun de ces pays. Dans les **grandes banques espagnoles**, elle a baissé de 0,7 point et dans les **banques britanniques** de 1,3 point. Dans les **banques italiennes**, cette part a diminué de 1,2 point.

Les **banques allemandes, françaises et américaines**, quant à elles, avaient, traditionnellement, une répartition équilibrée entre le produit tiré de l'intermédiation classique et celui tiré des autres activités. Ces dernières prennent néanmoins une place croissante et ont désormais dépassé les recettes nettes d'intérêt. Dans tous les cas, le tassement des produits nets d'intérêt doit être rapproché de l'évolution de l'activité, caractérisée pourtant par une forte demande de crédits, ce qui témoigne du climat de vive concurrence qui pèse sur les marges.

Enfin, s'agissant des **grandes banques suisses** et **japonaises**, leur situation est assez atypique. La part des autres produits d'exploitations (hors intérêt) a fortement augmenté en 1999. Si les **grandes banques suisses** avaient été pénalisées en 1998 par des pertes exceptionnelles sur leurs activités de marché, des recettes substantielles sur les opérations de « trading » ont été engrangées en 1999. La part des produits hors intérêt dans le produit net bancaire a dépassé ainsi 75 % (72,3 % en 1997 et 69,6 % en 1998). Pour ce qui concerne les **banques japonaises**, la situation a radicalement changé par rapport à 1998. En effet, la hausse de la Bourse de Tokyo (l'indice Nikkei 225 est passé de 15 836 points à 20 337 points d'une fin d'exercice à l'autre) a permis de dégager des plus-values significatives sur la vente d'actions, à l'origine de la vive hausse du produit net bancaire. La part des produits nets hors intérêt est ainsi passée de 39,5 % en 1998 à 54,4 % en 1999.

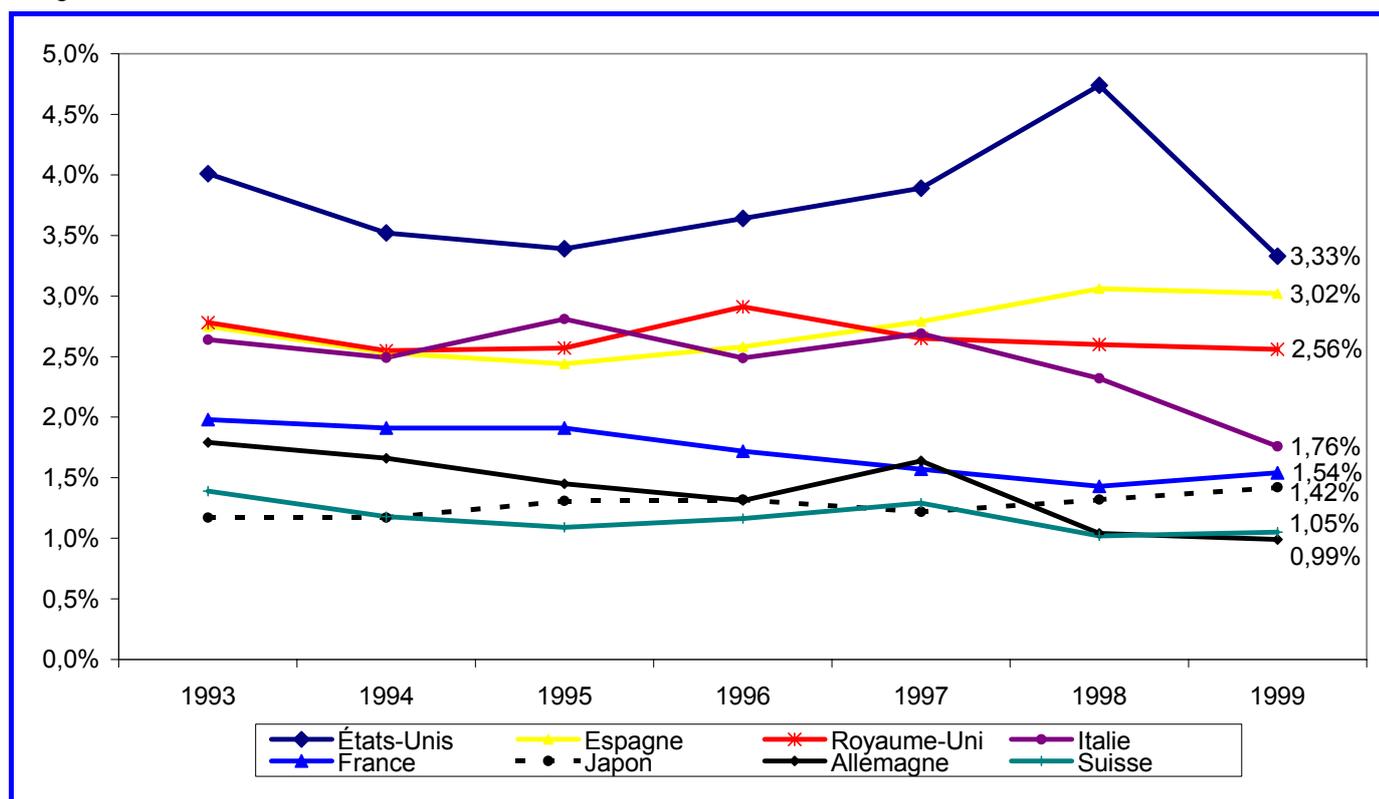
1.2.1.2. ... en raison notamment de la tendance générale à la baisse des marges d'intermédiation

Au sein du premier groupe de pays (**États-Unis**, **Royaume-Uni** et **Espagne**), les marges d'intermédiation sont à un niveau plus élevé, bien qu'en diminution en 1999. Dans ces pays, les grandes banques ont bénéficié de conditions économiques favorables sur leur marché domestique. On peut signaler toutefois le net repli aux **États-Unis**, qui fait suite à une année 1998 pour le moins atypique.

La situation des **grandes banques italiennes, françaises et japonaises** est intermédiaire, avec un niveau de marge d'intérêt assez faible (respectivement 1,76 %, 1,54 % et 1,42 %). En **Italie**, la marge d'intermédiation s'est nettement réduite, tandis qu'en **France** la forte demande de crédits a permis de stabiliser le niveau des marges.

Enfin, le dernier groupe de pays (**Allemagne**, **Suisse**) a enregistré des marges d'intérêt faibles et en décroissance. Les pays constituant ce groupe se caractérisent par le bas niveaux des taux d'intérêt à court terme. Cette baisse provient aussi de l'intensification de la concurrence, notamment en **Allemagne** où les banques commerciales privées sont dominées sur le marché de la banque de détail par les caisses d'épargne et les réseaux coopératifs.

Marge d'intérêt



Source : Bankscope

1.2.2. La croissance relativement soutenue des charges d'exploitation n'a pas empêché le résultat brut d'exploitation de progresser dans la majorité des pays sous revue

Le résultat brut d'exploitation représente la marge dégagée par les banques après déduction des frais de fonctionnement courants, notamment des charges fixes à court terme (frais de personnel et frais de structure liés aux réseaux de guichets). Comme il tient compte des amortissements, il peut être affecté par des investissements importants en informatique (notamment pour les opérations de marché) et de manière plus significative encore par les opérations de croissance externe (amortissement des écarts d'acquisition).

La comparaison des taux d'évolution du résultat brut d'exploitation et du produit net bancaire permet de voir dans quelle mesure la croissance des frais de structure a été proportionnée à celle du produit net bancaire. À cet égard, une progression du résultat brut d'exploitation inférieure à celle du produit net bancaire peut parfois s'expliquer par un surcoût, à court terme, résultant d'opérations de restructuration, ces dernières visant à réduire, à long terme, les charges de fonctionnement.

Résultat brut d'exploitation cumulé des cinq principaux groupes bancaires

	1998 (1)	1999 (1)	Taux de croissance (2)
Allemagne	10,6	10,9	3,3 %
Espagne	8,2	9,1	10,2 %
États-Unis	34,0	50,1	41,1 %
France	10,7	14,2	32,2 %
Italie	8,7	8,0	- 7,9 %
Japon	15,4	23,7	27,8 %
Royaume-Uni	22,9	27,3	17,1 %
Suisse	5,7	9,2	60,4 %
Total	116,3	152,5	31,1 %

(1) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties en franc au cours moyen annuel, et exprimées en milliards d'euros.

(2) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

D'une façon générale, le résultat brut d'exploitation a progressé, à l'exception de celui *des banques italiennes*. La maîtrise des charges d'exploitation demeure toutefois variable selon les pays.

Ainsi, dans *les banques allemandes*, les frais de fonctionnement ont augmenté de façon soutenue (+ 30,3 %). Cet accroissement intègre des effets de périmètre mais reste plus rapide que celui du produit net bancaire (+ 22,6%). Il en est résulté une hausse limitée du résultat brut d'exploitation (+ 3,3 %). Celui-ci a même diminué dans les grandes *banques italiennes* (- 7,9 %), mais cette baisse est liée au recul du produit net bancaire, les frais de fonctionnement restant quant à eux rigoureusement maîtrisés (- 1,3 %).

Dans les autres pays, le résultat brut d'exploitation a sensiblement augmenté en liaison avec une hausse contenue des coûts de structure (en *Espagne*, au *Royaume-Uni* et aux *États-Unis*), mais du fait aussi de l'augmentation rapide du produit net bancaire (en *France*, en *Suisse* et au *Japon*).

La comparaison des niveaux du coefficient net d'exploitation (charges générales d'exploitation/produit net bancaire) est quant à elle révélatrice des différences de structure entre systèmes bancaires : à titre d'exemple, les banques disposant d'un réseau étoffé d'agences sont susceptibles d'avoir un ratio plus élevé que des banques dont l'activité s'exerce principalement à partir du siège ou d'un nombre restreint de succursales, les frais de structure étant nettement plus importants dans le premier cas.

Coefficient net d'exploitation des cinq principaux groupes bancaires

(en pourcentage)	1998	1999	Variation en points
Allemagne	71,6 %	76,0 %	+ 4,4
Espagne	65,0 %	64,1 %	- 1,0
États-Unis	70,3 %	62,7 %	- 7,6
France	73,8 %	69,9 %	- 3,9
Italie	64,3 %	65,9 %	+ 1,6
Japon	58,0 %	59,9 %	+ 1,9
Royaume-Uni	58,5 %	54,9 %	- 3,6
Suisse	79,9 %	74,5 %	- 5,4

(1) Coefficient net d'exploitation = frais généraux/produit net bancaire.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

Le coefficient net d'exploitation a connu des évolutions différentes d'un pays à l'autre. Celui-ci s'est à nouveau amélioré et s'est affiché à des niveaux faibles dans les **banques espagnoles** (64,1 %), **américaines** (62,7 %) et britanniques (54,9 %).

Concernant les **banques italiennes et japonaises**, il a faiblement augmenté tout en demeurant à un niveau limité (respectivement 65,9 % et 59,9 %). Mais si pour les premières la dégradation s'explique par la baisse du produit net bancaire, pour les secondes c'est la hausse des coûts de structure qui explique la remontée de ce ratio.

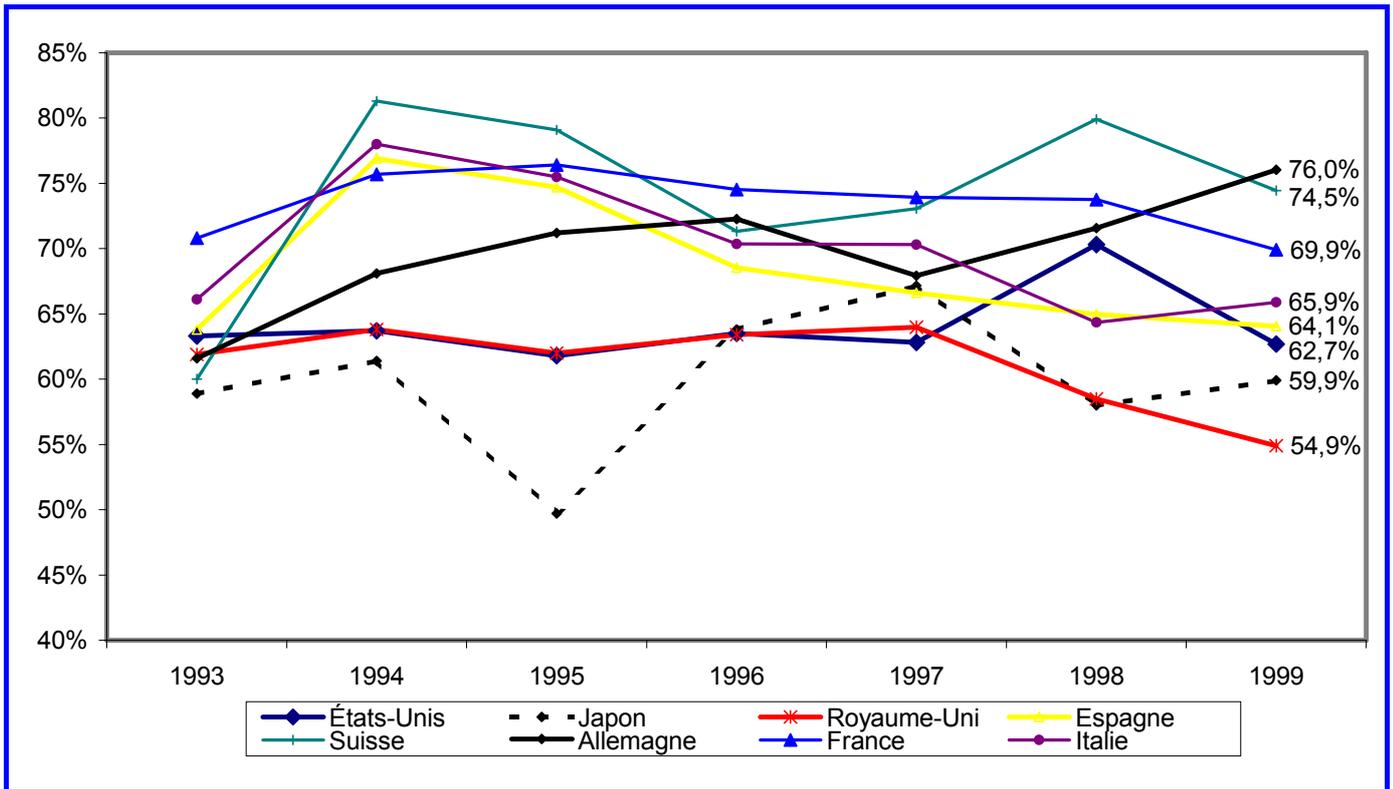
Pour leur part, les **grandes banques allemandes** ont connu en 1999 une dégradation importante de leur coefficient net d'exploitation (+ 4,4 points avec 76 %). Cette évolution souligne un accroissement des coûts bien qu'une partie de la hausse puisse être expliquée par des effets de périmètre.

En **France**, les principales banques ont affiché un coefficient d'exploitation en baisse (de 73,8 % à 69,9 %) grâce à une hausse du produit net bancaire plus rapide que celle des coûts de structure. En l'occurrence, l'amélioration de ce ratio provient davantage de la croissance des revenus que d'une réduction significative des coûts.

S'agissant enfin des **banques suisses**, l'amélioration de ce ratio (de 79,9 % à 74,5 %) laisse encore une marge de progression substantielle.

Dans l'ensemble, on distingue trois groupes de pays, ceux dont les cinq principales banques ont un coefficient net d'exploitation assez élevé, supérieur à 70 % (**Suisse, Allemagne**), ceux dont les grandes banques ont un coefficient compris entre 65 % et 70 % (**Italie et France**), enfin ceux qui sont en deçà (**Espagne, États-Unis, Japon et Royaume-Uni**).

Coefficient net d'exploitation



Source : Bankscope

1.2.3. L'amélioration de la situation économique dans les pays émergents et le maintien de la croissance dans les pays industrialisés a permis dans l'ensemble d'abaisser le coût du risque

Le résultat courant après provisions prend en compte les dotations nettes aux provisions. S'agissant d'un solde résiduel, ces variations peuvent être extrêmement diverses d'une période à l'autre ou d'un pays à l'autre. Ainsi, en 1999, ces variations sont apparues assez contrastées selon les pays ; elles ont résulté essentiellement des impacts respectifs de deux facteurs : l'évolution du produit net bancaire et celle des dotations nettes aux provisions.

Résultat courant après provisions

	1998 (1)	1999 (1)	Taux de croissance (2)
Allemagne	6,0	5,7	-5,0 %
Espagne	6,2	7,1	13,6 %
États-Unis	25,6	42,3	58,3 %
France	4,4	10,5	139,2 %
Italie	5,5	5,0	- 8,3 %
Japon	-17,0	11,4	Ns
Royaume-Uni	18,1	23,0	24,5 %
Suisse	3,3	7,8	133,2 %
Total	52,2	112,8	116,2 %

(1) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel, exprimées en milliards d'euros.
(2) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

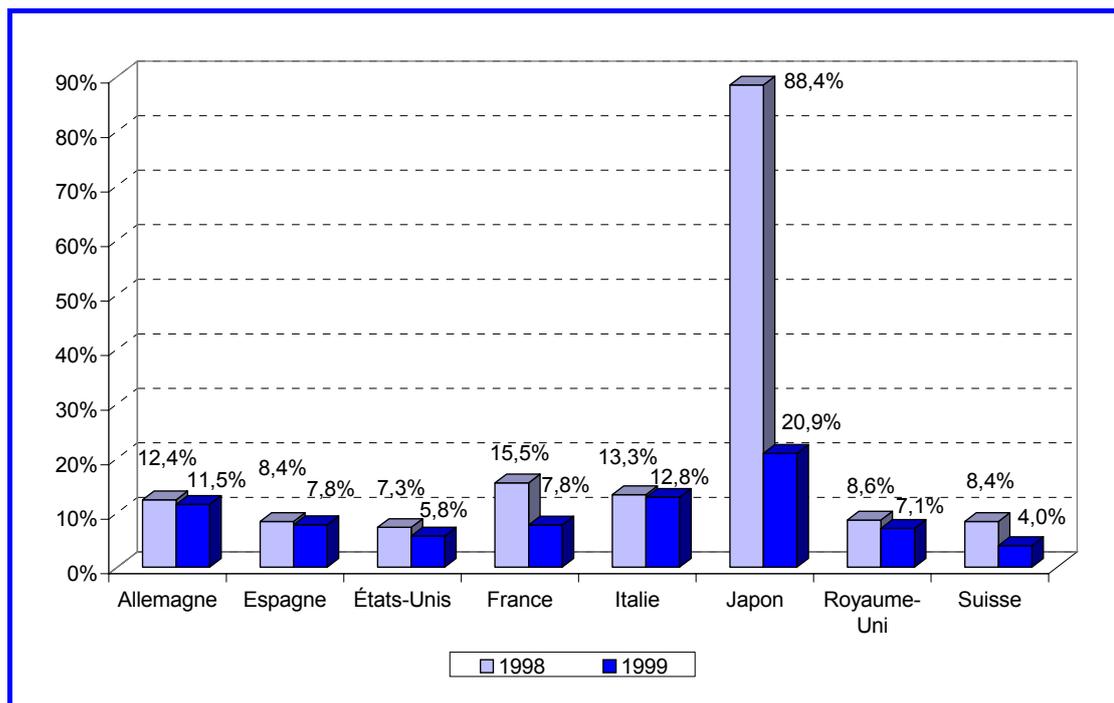
Il apparaît qu'à l'exception des **banques allemandes** (+ 14,1 %) la contrainte de provisionnement a été beaucoup plus faible en 1999. S'agissant de l'**Allemagne**, certains établissements ont été confrontés à une dégradation de la qualité des risques, notamment dans le secteur de l'immobilier.

Pour les autres systèmes bancaires, la baisse des dotations nettes aux provisions est assez disparate. Elle est très limitée dans les **banques espagnoles** (- 0,6 %), du fait de l'accroissement des provisions dans les pays d'Amérique latine, modérée en Italie (- 7,2 %) et dans les pays anglo-saxons (- 11,8 % aux États-Unis et - 10,9 % au Royaume-Uni). S'agissant de l'**Espagne**, certains établissements ont commencé, dès 1999, à constituer des provisions statistiques et ainsi anticipé l'application au 1^{er} juillet 2000 de la réglementation de la Banque d'Espagne en ce domaine.

La baisse de la charge du risque est, en revanche, plus prononcée dans les **banques suisses** (- 40,6 %) et dans les **banques françaises** (- 42,2 %).

Les **banques japonaises** avaient comptabilisé en 1997 et 1998 des montants considérables de provisions, ce qui leur a permis de réduire fortement cet effort de provisionnement en 1999 (- 68,4 %). Celui-ci n'a plus représenté ainsi que 20,9 % du produit net bancaire, contre 88,4 % un an auparavant.

Dotations nettes aux provisions rapportées au produit net bancaire



Source : Bankscope

De fait, le résultat courant après provisions des grandes banques étudiées a connu des évolutions diverses. Les **banques japonaises**, tout d'abord, dont l'effort de provisionnement est en net repli en 1999, ont affiché un résultat courant après provisions de 11,4 milliards d'euros (- 17 milliards d'euros en 1998).

En **France** et en **Suisse**, le recul marqué de la charge du risque a permis à ce résultat courant de connaître une forte augmentation (respectivement + 139,2 % et + 133,2 %).

Au **Royaume-Uni**, en **Espagne** et aux **États-Unis** le résultat courant a progressé à un rythme plus mesuré, mais néanmoins significatif.

Dans les **banques italiennes**, la baisse du coût du risque n'a pas été suffisante pour compenser le recul du résultat brut d'exploitation, d'où une diminution du résultat courant après provisions (- 8,3 %). Enfin, les **banques allemandes** ont cumulé les deux handicaps (légère baisse du résultat brut d'exploitation et hausse de la charge du risque) d'où un repli de 5 % du résultat courant après provisions.

1.2.4. Au final, la rentabilité a progressé pour les grandes banques internationales tout en demeurant à des niveaux différents selon les pays

1.2.4.1. Le résultat net final a augmenté à un rythme variable

Le résultat net, bénéfice ou perte, est l'indicateur le plus agrégé de la rentabilité des banques ; il doit être toutefois interprété avec prudence dans la mesure où il est affecté à la fois par les éléments exceptionnels et par la fiscalité, dont le régime très variable d'un pays à l'autre rend difficile les comparaisons internationales.

Solde résiduel, le résultat net est également un indicateur très sensible et ses variations parfois brutales tendent à amplifier l'amélioration ou la détérioration de la situation économique.

Bénéfice net global cumulé des cinq principaux groupes bancaires

	1998 (1)	1999 (1)	Taux de croissance (2)
Allemagne	6,2	5,6	-9,1 %
Espagne	5,0	6,0	19,9 %
États-Unis	18,9	28,3	43,6 %
France	5,7	9,0	57,9 %
Italie	3,0	4,9	65,6 %
Japon	-12,7	3,4	NS
Royaume-Uni	13,7	16,3	17,0 %
Suisse	3,7	7,8	108,7 %
Total	43,5	81,3	87,2 %
(1) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel, exprimées en milliards d'euros.			
(2) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.			
Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire			

Dans la majorité des pays étudiés, les grands groupes bancaires ont dégagé, en 1999, un résultat net en croissance par rapport à 1998, à l'exception des **banques allemandes**. L'amélioration d'ensemble tient aussi bien à des facteurs structurels qu'à des facteurs conjoncturels.

S'agissant des **grandes banques allemandes**, le repli de 9,1 % des résultats s'explique par la faible progression du résultat brut d'exploitation (due à la hausse des coûts de structure) et à une augmentation de la charge du risque.

Concernant les **banques espagnoles** et **britanniques**, la progression mesurée du résultat net (respectivement + 19,9 % et + 17 %) résulte d'une hausse récurrente du produit net bancaire et d'une bonne maîtrise des coûts.

Concernant les **banques françaises** et **américaines**, la progression rapide du résultat net (respectivement + 57,9 % et + 43,6 %) a reposé sur le dynamisme de l'ensemble des métiers, la hausse maîtrisée des coûts de structure (surtout pour les **banques américaines**) et la baisse de la charge du risque (notamment chez les **banques françaises**). Il en est de même des **grandes banques suisses**, même si celles-ci ont enregistré une progression assez forte de leurs coûts de structure.

La prise en compte d'éléments exceptionnels est à l'origine de la nette progression du résultat final des **grandes banques italiennes** (+ 65,6 %).

Au **Japon**, le retour à un exercice bénéficiaire s'explique principalement par des recettes de plus-values boursières ainsi que par la forte baisse des dotations nettes aux provisions, mais le redressement demande à être amplifié et confirmé.

1.2.4.2. Les ratios de rentabilité affichent encore des divergences

Le ratio **bénéfice net global/capitaux propres** ou coefficient de rentabilité (ROE) est l'un des plus étudiés par les investisseurs, puisqu'il rapporte le résultat dégagé par l'ensemble de l'activité à l'ensemble des capitaux propres mis à la disposition de l'établissement de crédit. Il répond toutefois à des besoins d'analyse à court terme car il privilégie les résultats récents (le résultat net) par rapport aux résultats cumulés (les capitaux propres). Il convient donc de relativiser la portée de ce ratio, qui peut présenter un niveau bas, non pas en raison de faibles profits, mais à cause de capitaux propres importants.

Le ratio **bénéfice net global/total de l'actif** ou coefficient de rendement (ROA), qui est aussi traditionnellement utilisé dans l'analyse financière des banques, doit être également interprété avec prudence. En effet, le développement des activités de hors-bilan, qui génèrent une part croissante des résultats (cf modification de la structure du produit net bancaire), rend ce ratio moins pertinent que par le passé. Par ailleurs, la forte disparité des règles d'évaluation des actifs (règles de réévaluation des actifs, évaluation du portefeuille de négociation) rend l'agrégat « total de l'actif » moins comparable entre pays que l'agrégat « fonds propres de base », qui fait l'objet d'une harmonisation internationale.

Un examen comparatif des deux catégories de ratios en 1999 (ROE et ROA) permet de classer les pays en quatre catégories et de constater une convergence d'ensemble de la rentabilité des grandes banques internationales (à l'exception des **banques japonaises**) qui devrait se confirmer en 2000.

- **Rentabilité financière élevée :**
 - Royaume-Uni (20,2 % et 1,07 %),
 - États-Unis (19,8 % et 1,36 %),
 - Espagne (15,4 % et 0,99 %).
- **Rentabilité financière en forte hausse :**
 - France (14,4 % et 0,60 %),
 - Suisse (18,2 % et 0,69 %).
- **Rentabilité financière moyenne :**
 - Italie (11,4 % et 0,56 %),
 - Allemagne (8,3 % et 0,25 %).
- **Rentabilité financière dégradée :**
 - Japon (3,5 % et 0,16 %).

Les **banques britanniques** sont toujours, en 1999, les établissements les plus rentables parmi les grands pays industrialisés. Leur objectif de rentabilité les a conduit à mettre en œuvre une politique commerciale très dynamique, combinée à des diminutions constantes des coûts. De même, la rentabilité des **banques américaines**, qui a bénéficié d'une conjoncture économique très porteuse, se situe à un niveau élevé. Enfin, les **banques espagnoles** demeurent très rentables, en deuxième position dans les pays européens, et ce niveau de rentabilité a continué de progresser en 1999, à la faveur d'un volume d'activité soutenu et d'une maîtrise rigoureuse des coûts.

Dans un deuxième groupe de pays (**France** et **Suisse**), la rentabilité financière des banques s'est inscrite en forte hausse. Les **banques françaises** ont dégagé une rentabilité en nette amélioration, grâce à une conjoncture porteuse qui a dynamisé à la fois la banque de détail et la banque d'investissement. Les progrès constatés dans les **banques suisses** font suite à un exercice antérieur difficile (turbulences des marchés financiers). À cet égard l'environnement financier porteur a dopé la rentabilité des **banques suisses** en 1999.

S'agissant des **banques allemandes** et **italiennes**, la rentabilité a connu une évolution contrastée. La baisse de la rentabilité des **banques allemandes** traduit une maîtrise insuffisante des coûts, tandis que l'amélioration dans les **banques italiennes** est due surtout à des éléments exceptionnels. Les efforts structurels accomplis ces dernières années devraient néanmoins entraîner une amélioration durable de la rentabilité.

Enfin, les **banques japonaises** ont connu une rentabilité financière en amélioration en 1999. Mais cette situation est étroitement liée aux plus-values boursières et à la baisse de l'effort de provisionnement. Elle paraît pour l'instant fragile et demande vraisemblablement à être confirmée.

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Moyenne
Coefficient de rendement							
États-Unis	1,08	1,12	1,17	1,21	1,38	1,36	1,22
Royaume-Uni	0,90	0,96	1,04	1,01	0,97	1,07	0,99
Allemagne	0,24	0,27	0,28	0,24	0,32	0,25	0,27
France	0,06	0,16	0,30	0,37	0,36	0,60	0,31
Japon	- 0,05	- 0,07	0,02	- 0,42	- 0,68	0,16	- 0,23
Espagne	0,62	0,59	0,61	0,77	0,90	0,99	0,75
Italie	0,10	0,14	0,20	0,02	0,42	0,56	0,24
Suisse	0,42	0,36	- 0,08	0,08	0,33	0,69	0,38
Coefficient de rentabilité							
États-Unis	14,90	15,60	15,70	16,10	19,50	19,82	16,94
Royaume-Uni	21,30	19,60	20,20	19,40	18,78	20,17	19,91
Allemagne	7,20	8,40	9,30	8,20	10,80	8,30	8,70
France	1,40	4,00	7,60	9,60	9,00	14,39	7,67
Japon	- 1,32	- 1,96	0,61	- 12,20	- 17,58	3,52	- 6,41
Espagne	11,60	11,40	11,70	14,20	14,71	15,39	13,17
Italie	1,80	2,70	2,40	0,50	8,63	11,38	4,57
Suisse	7,28	6,64	- 2,27	2,40	9,45	18,18	8,79
Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire							

1.2.5. Les résultats du premier semestre 2000 3 s'inscrivent dans la même tendance, malgré des incertitudes quant à la récurrence de ce niveau de rentabilité

Au cours du premier semestre 2000, les grandes banques internationales ont continué à bénéficier d'une croissance économique soutenue dans les pays industrialisés et de marchés financiers porteurs dans leur ensemble. Toutefois, ces derniers se sont montrés assez irréguliers depuis le début de l'année. Les marchés boursiers ont en effet connu une correction sévère au printemps liée à certaines difficultés rencontrées par les entreprises de la « nouvelle économie ». Ces turbulences ont été accompagnées par la poursuite de la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar et par la hausse des taux d'intérêt de court terme, en particulier dans la zone euro. Ce contexte plus difficile s'est traduit par des difficultés au deuxième trimestre, notamment sur les activités de banque d'investissement.

1.2.5.1. Les banques françaises, britanniques et espagnoles ont enregistré un niveau record de rentabilité

Comme lors des exercices précédents, les **grands groupes bancaires français** ont dégagé au premier semestre 2000 des résultats en forte progression. Les **six principales banques françaises** 4 ont en effet annoncé un résultat net part du groupe de 6,7 milliards d'euros, en progression de 45,3 % par rapport au premier semestre 2000, qui leur permet d'afficher un coefficient de rentabilité annualisé proche de 20 % pour les établissements les plus performants. Les **grandes banques françaises** ont fortement accru leur produit net bancaire, tandis que la hausse des coûts de fonctionnement s'est montrée en phase avec celle de l'activité, permettant au coefficient net d'exploitation de descendre au-dessous de 65 %. Enfin, le coût du risque est demeuré très faible, même s'il a de nouveau légèrement augmenté dans certains établissements. Au final, les **grandes banques françaises** se

3 Cette partie est réalisée à partir des données semestrielles publiées par quelques grands groupes bancaires internationaux. L'échantillon n'est pas aussi complet que dans les parties qui précèdent et les données qui sont indiquées n'ont pas été retraitées (ce sont celles qui sont communiquées par les établissements).

4 BNP-Paribas, Groupe Crédit agricole, Société générale, Crédit Lyonnais, CCF, CIC.

positionnent désormais favorablement par rapport à leurs concurrentes internationales et leur niveau de rentabilité est devenu très satisfaisant.

Au **Royaume-Uni** et en **Espagne**, les résultats ont atteint également des niveaux records. Dans ces deux pays, les grandes banques recueillent le fruit des efforts permanents de réduction des coûts dans un environnement économique porteur. En **Espagne**, elles ont bénéficié d'une activité très dynamique, notamment dans l'octroi de crédits, mais aussi de l'amélioration de la situation en Amérique latine. Les **banques espagnoles et britanniques**, qui affichent des coefficients d'exploitation inférieurs à 60 %, ont cependant pour objectif de baisser encore ce coefficient. Au final, les principales **banques britanniques** 5 ont dégagé un résultat net part du groupe de 6,7 milliards de livres en hausse de 29,4 % et le rendement annualisé des fonds propres varie de 14,2 % pour Standard Chartered à plus de 35 % pour Royal Bank of Scotland. En **Espagne**, les quatre principaux groupes 6 ont annoncé un résultat net part du groupe de 2,7 milliards d'euros en hausse de 23,2 % avec un ROE annualisé proche de 25 %.

1.2.5.2. Les résultats des banques allemandes et américaines sont plus disparates

En **Allemagne**, en dehors de la Dresdner Bank qui a affiché une rentabilité dégradée, les principales banques commerciales 7 ont présenté des résultats en forte progression, atteignant près de 5,9 milliards d'euros. Cette nette amélioration s'explique en partie par des recettes exceptionnelles (cession des participations dans Allianz pour la Deutsche Bank, introduction en bourse de Comdirect pour la Commerzbank). Toutefois, même sans ces éléments exceptionnels, les résultats auraient enregistré une hausse substantielle (de l'ordre de 30 % pour la Commerzbank). On peut souligner également la progression des résultats d'Hypovereinsbank qui restaure peu à peu sa crédibilité sur les marchés après un exercice 1999 marqué par des dotations aux provisions sur l'immobilier. Seule la Dresdner Bank a publié un résultat net en repli de 17 % du fait de charges de restructurations dans son réseau et d'une hausse des provisions.

S'agissant des **grands établissements financiers américains**, l'environnement a été moins favorable. Les soubresauts observés sur les marchés à partir de mi-mars et jusqu'à fin mai ont déstabilisé l'activité, provoquant une baisse des résultats par rapport au premier trimestre. La baisse des marchés a perturbé les métiers de banque d'investissement, en particulier le conseil en fusions-acquisitions, les introductions en bourse et l'activité de placement en général. Dans l'activité de banque commerciale, les résultats sont plus stables malgré la hausse des créances douteuses dans le portefeuille de crédit.

Certes les résultats des grandes banques commerciales sont demeurés globalement à un niveau élevé. Citigroup et Bankamerica ont affiché ainsi des profits records avec respectivement 6,6 et 4,3 milliards de dollars. Néanmoins, au cours du deuxième trimestre, les **banques commerciales américaines** ont annoncé des résultats en baisse par rapport au premier. Deux établissements ont même enregistré des pertes substantielles dues à des charges de restructuration (First Union) et à une forte hausse de la charge du risque (Bank One). Cette dernière a ainsi annoncé une perte nette de 1,27 milliard de dollars au deuxième trimestre à la suite d'une charge exceptionnelle de 1,91 milliard de dollars destinée à accroître le niveau des provisions et à épurer certains actifs (cartes de crédit en particulier).

Mais ces évolutions sont dans l'ensemble conformes aux prévisions des analystes, ceux-ci ayant en effet revu à la baisse leurs estimations de résultats à la suite des mises en garde faites par les banques. La hausse des crédits aux **États-Unis** au cours des dernières années se traduit aujourd'hui par une dégradation de la qualité des actifs. Celle-ci semble pour le moment limitée, mais le mouvement de hausse des provisions apparaît fortement probable, ce qui devrait peser sur l'évolution future de la rentabilité.

5 HSBC, Lloyds TSB, Royal Bank of Scotland, Barclays, Abbey National, Standard Chartered.

6 BSCH, BBVA, La Caja de Ahorros de Barcelona et Banco Popular

7 Deutsche Bank, Dresdner Bank, Commerzbank, HypoVereinsbank

ANNEXE 1 MÉTHODOLOGIE

L'annexe méthodologique précise les modes de sélection des banques et de comparaison des résultats et de la rentabilité.

Sélection des banques

L'étude sur la rentabilité des banques internationales se fonde sur l'analyse des résultats sur base consolidée des cinq principaux groupes bancaires en 1999 de chacun des huit pays suivants : Allemagne, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Suisse.

Les établissements de crédit ont été classés selon le montant de leurs fonds propres de base (« Tier 1 ») au sens de l'accord de Bâle sur le ratio international de solvabilité (dit « ratio Cooke »), d'après l'enquête publiée par la revue *The Banker* en juillet 1999. Les fonds propres de base correspondent, en moyenne, aux capitaux propres des établissements de crédit.

Ce critère est particulièrement pertinent pour traduire l'importance des banques et les comparer au niveau international. En effet, l'institution d'un ratio international de solvabilité, qui impose aux banques d'envergure internationale de maintenir un ratio risques pondérés/fonds propres d'au moins 8 % et un ratio risques pondérés/fonds propres de base d'au moins 4 %, a fait du renforcement des capitaux propres une condition essentielle de l'extension de l'activité bancaire. Par ailleurs, les fonds propres de base présentent l'avantage d'une bonne harmonisation au niveau international, ce qui justifie leur utilisation pour une étude comparative. Enfin, il sert de base au calcul de la rentabilité financière.

Une sélection selon le niveau du ratio international de solvabilité n'aurait pas été judicieuse, dans la mesure où certaines institutions financières de taille réduite présentent des ratios nettement supérieurs à ceux des grandes banques. Le critère traditionnel de la taille du bilan n'a pas non plus été retenu, car le développement des activités de hors-bilan lui donne un caractère de plus en plus partiel.

D'autres critères, comme le montant des dépôts collectés ou la taille du réseau, ont également été écartés, en raison des disparités dans la nature des activités des grandes banques non seulement entre pays, mais également à l'intérieur d'un même pays.

Afin de permettre d'apprécier l'évolution d'un échantillon homogène, les données 1998 correspondent aux institutions financières en tête du classement en 1999 et non en 1998. Des variations de périmètre peuvent expliquer des différences entre les données 1998 de l'étude 1999 et les données 1998 de l'étude 1998 (publiée dans le volume 2 des analyses comparatives 1998).

Des adaptations à cette règle sont réalisées à chaque fois qu'il se produit des opérations de concentration qui peuvent affecter significativement les taux d'évolution des soldes intermédiaires de gestion.

Les groupes bancaires retenus sont les suivants :

- Allemagne : Deutsche Bank AG, Dresdner Bank AG, Westdeutsche Landesbank Girozentrale, Commerzbank AG, Bayerische Hypo-Vereinsbank AG ;
- Espagne : Banco Santander Central Hispano (BSCH pro-forma), Banco Bilbao Viscaya Argentaria (BBVA pro-forma), Banco Popular, La Caja de Ahorros de Barcelona, La Caja de Ahorros de Madrid ;
- États-Unis : The Chase Manhattan Corporation, Citigroup, BankAmerica Corporation, Bank One Corporation, First Union Corporation ;
- France : Groupe Crédit agricole, BNP-Paribas (pro-forma), Société générale, Crédit lyonnais, Crédit commercial de France ;
- Italie : San Paolo - Imi, Banca Intesa, Unicredito Italiano, Banca di Roma, Banca Monte del Paschi di Siena,
- Japon : Bank of Tokyo-Mitsubishi, Sakura Bank, Fuji Bank, Dai-Ichi Kangyo Bank, Sanwa Bank ;
- Royaume-Uni : HSBC Holdings Plc, Barclays Bank Plc, National Westminster Bank Plc, Lloyds TSB Group Plc, Halifax Plc ;
- Suisse : Union Bank of Switzerland (UBS), Crédit Suisse Holding (CS Holding), Zürcher Kantonalbank, Union Suisse des Banques Raiffeisen, Banque Cantonale Vaudoise.

Avertissement

Les comparaisons de niveau entre pays sont délicates dans la mesure où la concentration du système bancaire varie fortement d'un pays à l'autre : ainsi, les cinq premières *banques américaines* représentent une moins grande part de l'activité totale des établissements de crédit dans ce pays que les cinq premières *banques françaises*.

Il convient donc d'analyser plutôt l'évolution des soldes que leur niveau.

La comparaison des résultats et de la rentabilité

L'étude porte sur les comptes de résultats **consolidés** des exercices 1998 et 1999, arrêtés au 31 décembre, sauf pour les *banques japonaises*, qui arrêtent leurs comptes au 31 mars 8.

Le changement du contenu de la base de données de référence et les retraitements comptables intervenus depuis deux ans dans différents pays peuvent contribuer à expliquer que les données 1998 de l'étude 1999 s'écartent éventuellement des données 1998 de l'étude 1998 (publiée dans le volume 2 des analyses comparatives 1998).

La disparité des règles comptables et des modes de présentation des soldes intermédiaires de gestion d'un pays à l'autre a rendu nécessaire un retraitement des données : des catégories suffisamment proches ont été identifiées à partir des états financiers détaillés et regroupées en agrégats homogènes (produit net d'intérêt, charges d'exploitation, dotations aux provisions...).

Ces regroupements ont ensuite permis d'établir des soldes intermédiaires de gestion aussi proches que possible des catégories retenues par le Secrétariat général de la Commission bancaire 9 et familières à l'analyste français : produit net bancaire, résultat brut d'exploitation, résultat courant avant impôt, résultat net.

Les soldes intermédiaires de gestion sont ainsi définis.

Le **produit net bancaire** comprend la marge nette d'intérêt et les autres revenus d'exploitation bancaire.

Le **résultat brut d'exploitation** se déduit du produit net bancaire en retirant les charges d'exploitation (comprenant en particulier les frais de personnel). Le résultat brut d'exploitation prend également en compte les produits et charges d'exploitation non directement bancaires, telles que la gestion d'un portefeuille de participation ou d'un patrimoine immobilier (le résultat brut d'exploitation inclut en particulier les quotes-parts dans le résultat des sociétés consolidées par la méthode de mise en équivalence).

Le **résultat courant après provisions** se déduit du résultat brut d'exploitation en retirant les dotations nettes aux provisions (principalement les provisions pour dépréciation d'actifs).

Le **résultat net** prend en compte les éléments exceptionnels et la fiscalité.

S'agissant de comptes consolidés, les données incluent la part correspondant aux intérêts minoritaires.

L'analyse de la rentabilité s'appuie également sur les ratios bénéfice net global/capitaux propres et bénéfice net global/total de l'actif.

L'efficacité de l'utilisation des fonds propres est appréciée par le ratio produit net bancaire/capitaux propres.

8 Pour les *banques japonaises*, les comptes apparaissant sous les rubriques 1998 et 1999 sont respectivement arrêtés aux 31 mars 1999 et 31 mars 2000.

9 Voir Bulletin de la Commission bancaire n° 10 d'avril 1994.

Cours de change

Pour faciliter la lecture des soldes et les comparaisons de niveaux, les données présentées ont été converties en euros, sur la base des cours au 31 décembre de chaque année pour les capitaux propres et le total des actifs et sur la base des cours moyens durant l'exercice pour les autres agrégats.

Naturellement, les pourcentages de variation d'une année sur l'autre ainsi que les ratios de rentabilité ont été calculés à partir des données exprimées en monnaie nationale, afin d'éviter les effets liés aux fluctuations des taux de change.

Les cours retenus sont les suivants.

	EUR 31/12/1998	EUR 31/12/1999	EUR 1998 Cours moyens	EUR 1999 Cours moyens
1 CHF	0,6205	0,6223	0,6206	0,6242
1 GBP	1,4235	1,6015	1,4896	1,5172
100 JPY (*)	0,7130	0,9408	0,6994	0,8422
1 USD	0,8576	0,9918	0,8994	0,9381

(*) Pour le yen, cours au 31 mars et cours moyens sur la période 31 mars année n – 31 mars année n + 1.

Source : Reuters – Secrétariat général de la Commission bancaire.

ANNEXE 2

(en milliards d'euros et en pourcentage)	Allemagne		Espagne		États-Unis		France		Italie		Japon		Royaume-Uni		Suisse	
	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999
Capitaux propres	60,4	74,7	36,1	41,6	128,8	153,3	65,5	73,3	39,9	40,5	86,3	118,0	71,0	91,0	40,5	45,2
Produit net bancaire	37,2	45,6	23,4	25,2	114,6	134,1	40,9	47,1	24,4	23,5	36,6	59,1	55,2	60,5	28,5	36,2
Produit net bancaire/ capitaux propres	61,6 %	61,0 %	65,0 %	60,5 %	84,8 %	92,5 %	62,4 %	64,2 %	61,3 %	58,2 %	43,3 %	56,0 %	74,2 %	70,2 %	70,3 %	79,8 %
Résultat brut d'exploitation	10,6	10,9	8,2	9,1	34,0	50,1	10,7	14,2	8,7	8,0	15,4	23,7	22,9	27,3	5,7	9,2
Coefficient net d'exploitation	71,6%	76,0%	65,0%	64,1%	70,3%	62,7%	73,8%	69,9%	64,3%	65,9%	58,0%	59,9%	58,5%	54,9%	79,9%	74,5%
Résultat courant après provisions	6,0	5,7	6,2	7,1	25,6	42,3	4,4	10,5	5,5	5,0	-17,0	11,4	18,1	23,0	3,3	7,8
Dotations nettes aux provisions d'exploitation/ produit net bancaire	12,4%	11,5%	8,4%	7,8%	7,3%	5,8%	15,5%	7,8%	13,3%	12,8%	88,4%	20,9%	8,6%	7,1%	8,4%	4,0%
Bénéfice net	6,2	5,6	5,0	6,0	18,9	28,3	5,7	9,0	3,0	4,9	-12,7	3,4	13,7	16,3	3,7	7,8
Bénéfice net/capitaux propres	10,8%	8,3%	14,7%	15,4%	19,5%	19,8%	9,0%	14,4%	8,6%	11,4%	-17,6%	3,5%	18,8%	20,2%	9,5%	18,2%
Bénéfice net/total actif	0,32%	0,25%	0,90%	0,99%	1,38%	1,36%	0,36%	0,60%	0,42%	0,56%	-0,68%	0,16%	0,97%	1,07%	0,33%	0,69%

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire